

WOMENEXILE

Gendering Political Exile: Women's Political Migrations to Belgium (1918-1958)

Contract - B2/202/P2/WOMENEXILE

WomenExile. L'exil politique au prisme du genre : les migrations politiques des femmes vers la Belgique (1918-1958)

Résumé

Contexte

L'histoire des femmes politiquement actives en exil en Belgique est restée largement inexplorée jusqu'il y a peu, malgré la richesse des archives conservées sur le sujet. En effet, on ne disposait d'aucune vue d'ensemble du phénomène. En saisir la mesure et mettre au jour ces récits de vie dans les kilomètres d'archives disponibles a nécessité un volumineux travail de recherche pris en charge dans le cadre du projet.

Objectifs

Le projet WomenExile visait d'abord à reconstituer des données fiables sur les femmes exilées en Belgique entre 1918 et 1958. Il s'agit d'une période particulièrement intéressante, qui commence par la crise des réfugié-es après la Première Guerre mondiale, passe par les vagues de réfugié-es causées par les régimes fascistes et autoritaires dans les années 1930, et se termine par la crise provoquée par la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide, ainsi que par l'introduction de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugié-es (1951). Ces bases de données ont ensuite permis une reconstitution plus détaillée de la vie d'un échantillon de femmes. Peu à peu, le projet s'est orienté vers des approches plus qualitatives, illustrant la manière dont ces femmes ont vécu leur exil en Belgique et comment elles se sont engagées dans des organisations de la société civile ou dans l'activisme politique (trans)national. Ce faisant, l'objectif a été de rompre avec l'image héroïque du réfugié politique masculin du XXe siècle, qui a dominé et monopolisé l'imaginaire pendant des décennies. En sortant ces femmes de l'oubli, WomenExile poursuivait donc deux objectifs : (I) attirer l'attention d'un public spécialisé et profane sur les expériences d'un groupe d'exilées pour la plupart oubliées et cachées ; et (II) permettre, à l'avenir, de nouvelles recherches ambitieuses et à grande échelle sur la migration féminine vers la Belgique.

Méthodologie

Dès le départ, l'objectif principal du projet WomenExile était de surmonter trois obstacles méthodologiques majeurs qui entravaient l'élaboration d'une histoire transversale de la migration politique féminine en Belgique. Ces obstacles (bien connus) étaient les suivants :

- (i) La quantité massive d'archives publiques en tous genres concernant les migrant-es/militant-es conservées par les Archives générales du Royaume.
- (ii) La difficulté de trouver des femmes dans ces archives institutionnelles, car elles étaient souvent considérées comme secondaires et incluses dans les dossiers concernant leurs maris « chefs de famille » (Gillen, 2004).

(iii) La polysémie de concepts tels que l'engagement politique ou l'activité politique. En effet, la notion d'« exil politique » recouvre une variété de situations dont l'évolution socio-historique est fortement liée au développement des politiques belges en matière d'immigration (Caestecker, 2000).

Le projet a donc été organisé en deux parties, dont la première a été réalisée par une historienne-archiviste et s'est concentrée sur les archives dans le but d'identifier les femmes militantes et de développer des outils pouvant être utilisés pour de futures recherches. La deuxième partie, réalisée par une chercheuse postdoctorale, consistait à s'appuyer sur ce travail pour mener une analyse approfondie de cas plus spécifiques.

Résultats, conclusions, recommandations

La première phase du projet a abouti (entre autres résultats) à la création d'outils de travail destinés à faciliter la recherche : une base de données contenant plus de 60 000 noms de personnes ayant obtenu le statut de réfugié en Belgique entre 1945 et 1958 ; et une liste de femmes étrangères politiquement actives en Belgique, compilée à partir de diverses sources. Ces outils permettent, par exemple, d'effectuer des recherches par nom qui renvoient à diverses sources disponibles, ce qui permettra à l'avenir de réaliser des analyses qualitatives de cas spécifiques impliquant divers statuts administratifs et parcours de vie.

La deuxième phase du projet s'est concentrée sur les activités politiques « indésirables », plus précisément sur les femmes expulsées de Belgique pour des raisons politiques entre 1919 et 1939. Le choix de ce cas spécifique a permis de surmonter la difficulté posée par la surabondance de sources et la difficulté à définir clairement les critères de « l'engagement politique ». Deux outils supplémentaires ont été développés : une base de données des expulsions pour « raisons politiques » visant tant les hommes que les femmes, et une base de données couvrant exclusivement les femmes expulsées, enrichie d'informations biographiques qualitatives provenant de dossiers d'archives individuels. Ces deux outils permettront de mener de futures recherches quantitatives et qualitatives sur les expulsions politiques du territoire belge, un sujet peu exploré pour la période après 1918, bien qu'il s'agisse d'une pierre angulaire de la politique migratoire belge (Feys, 2019).

L'historiographie considère l'entre-deux-guerres comme une période particulière dans le déploiement des politiques de surveillance, de contrôle et de répression des migrations dans divers pays européens (Fahrmeir, Faron et Weil, 2003). Le projet WomenExile contribue à ce domaine de recherche en examinant la mise en œuvre des expulsions « politiques » de femmes de toutes nationalités. L'originalité de son approche réside dans l'utilisation d'un corpus exhaustif – les 245 femmes qui ont fait l'objet d'un arrêté d'expulsion « pour raisons politiques » entre 1919 et 1939 – permettant une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives des données contenues dans chacun de leurs dossiers individuels. L'analyse des dossiers individuels des femmes expulsées révèle les multiples facteurs qui influencent les décisions d'expulsion (méthodes de surveillance, représentations et évaluations personnelles des agents, directives gouvernementales et opportunités administratives) ; comment la sanction est appliquée, contestée ou négociée, et ses conséquences concrètes sur le parcours de vie.

Dans le contexte spécifique de l'entre-deux-guerres, marqué par la préoccupation des autorités face à la « menace communiste », l'arbitraire des décisions, sans recours juridique possible et pouvant être suspendues et réactivées à tout moment pour n'importe quelle raison, a créé un climat d'insécurité et d'instabilité pour les migrant-es, même s'ils et elles étaient légalement installé-es dans le pays depuis longtemps. La recherche montre que l'une des conséquences de cette arbitraire était l'influence des opinions et des évaluations personnelles des agents sur leurs décisions et leurs pratiques : surveillance accrue de certaines nationalités, groupes ethniques et classes sociales, et utilisation de menaces

d'expulsion comme moyen de pression pour contraindre les femmes à se conformer aux normes de genre (en cessant leurs activités économiques et en retournant au domicile conjugal, par exemple). Enfin, la recherche démontre non seulement l'*agency* politique de nombreuses femmes migrantes, mais aussi leur capacité à agir face à la menace d'expulsion : en s'y adaptant, en l'évitant, en négociant ou en y résistant de nombreuses façons possibles, soit seules, soit en trouvant des allié-es.

Les résultats de cette recherche ont été exposés lors d'un colloque organisé à Bruxelles, dans diverses publications et dans une série de podcasts.

Mots-clés

Histoire, Femmes, Migrations, Activisme, Police